

CTR du 11 juillet 2013

Motions présentées par les syndicats CGT, CFDT et SUD

Activité

1) Les élus du CTR demandent la réorientation du projet Ambition 2015, ce qui passe en particulier par l'arrêt de la politique de suppression d'emplois et le maintien de travaux valorisants, diversifiés, innovants et de qualité dans l'ensemble des sites de l'institut.

2) Les élus du CTR demandent une réelle politique de qualification et de valorisation des carrières de l'ensemble des agents de l'institut, avec l'augmentation des taux de promotions dans tous les corps et grades, un plan massif de qualification de C en B, la mise en place immédiate du concours interne spécial de B en A, et une implication réelle de l'Insee dans les réflexions sur les recrutements et la formation des cadres A.

3) Les élus du CTR demandent que l'Insee s'implique activement pour développer et valoriser des activités d'enseignement et de recherche en histoire et sociologie de la statistique, aux côtés d'autres institutions du SSP ou du monde de la recherche, en France et en Europe.

Action régionale

1) Les élus du CTR demandent l'abandon des priorités mises sur certains publics et certaines problématiques directement liées à l'action publique, ce qui passe par : l'arrêt de la cotation des publications régionales par la DG, la fin de la subordination de la réalisation d'études régionales à l'existence de partenariats rémunérateurs et l'arrêt de la limitation du catalogue de "l'offre" aux seuls investissements des PSAR.

2) Les élus du CTR demandent la fin de la centralisation systématique de l'action régionale qui brise les initiatives et produit de coûteux dysfonctionnements.

3) Les élus du CTR demandent la réintroduction de la pratique de l'autosaisine pour la réalisation d'études régionales et l'activation d'un réseau d'action régionale pour que les DR collaborent avec les PSAR à la mise au point de leurs propres investissements et communiquent entre elles pour le partage de leurs innovations.

4) Les élus du CTR demandent la relance, dans chaque région, d'un programme "d'offre de base grand public" dans tous les domaines de la statistique publique (démographie, économie, société...) et la possibilité de diffuser sans restriction les travaux des PSAR.

5) Les élus du CTR demandent la mise en place, dans chaque DR, d'unités dédiées à des travaux de production de données locales, de qualité statistique et de méthodologie au service de l'action régionale, afin de répondre aux demandes locales spécifiques.

6) Les élus du CTR demandent la réimplantation de services d'accueil et de conseil du grand public dans chaque établissement, le maintien des postes pour le conseil et l'information statistique et le renforcement des services concernés pour une réponse au plus près de la demande dans chaque DR, sans faire disparaître le soutien indispensable des pôles de compétence.

7) Les élus du CTR demandent le maintien de tous les emplois des fonctions d'appui à l'action régionale (PAO, secrétariat de rédaction, veille documentaire, archivage...) et le rétablissement de ces fonctions dans les établissements où elles ont déjà été supprimées.

8) Les élus du CTR demandent la formalisation de l'expression des besoins dans le cadre de Comités régionaux pour l'information économique et statistique (Cries) et la remise des DR et PSAR au centre de "l'écoute des besoins" pour l'amélioration des services rendus à tous les publics.

9) Les élus du CTR demandent une réelle politique de coordination statistique en région, sous la responsabilité des directions régionales, pour assurer une réponse cohérente aux besoins exprimés localement et inclure les statisticiens des services déconcentrés dans le réseau d'action régionale.

10) Les élus du CTR demandent une révision des règles de mobilité responsables du turnover excessif dans les services.